

Les emprunts toxiques vont-ils coûter plus de 400 millions au Département ?

Rhône. C'est le surcoût annoncé par le PS qui dénonce cinq emprunts et pointe le « manque de transparence »

Vendredi, en séance publique du conseil général, le président centriste Michel Mercier a dépeint une situation loin d'être catastrophique du Département vis-à-vis des emprunts structurés. « Par rapport à des prêts contractés à taux fixe, nous gagnons aujourd'hui 44 millions. Et je viens de négocier pour les échéances qui arrivent au 1^{er} décembre un taux de 5 %, ce qui nous fait gagner 5 millions pour 2011 ».

Le garde des Sceaux répondait par anticipation au président du groupe socialiste, Thierry Philip, qui a tenu hier une conférence de presse sur la question. Avec une lecture toute différente.

« Nous avons mis au jour un dossier que Michel Mercier essayait de garder. Il nous a fallu deux lettres recommandées pour obtenir les documents. On lui en veut de ses imprécisions et de son manque de transparence. Comme beaucoup d'autres, il s'est fait piéger par Dexia ». Le PS, assisté sur ce dossier par un consultant financier par ailleurs élu socialiste à St-Germain-en-Laye, dénonce sept emprunts toxiques, « dont cinq très toxiques » pour Thierry Philip. « Nos estimations, prudentes, portent sur un surcoût de plus de 420 millions d'euros d'ici 2030. Ce qui représente 13 ans du budget logement du Département. De plus, avec ces emprunts toxiques, la plupart des problèmes surviennent après 2014. C'est « après moi le déluge » ! Alors certes il a gagné 44 millions. Mais si c'est au prix de 400 perdus pour ses successeurs... ».

Thierry Philip attend du président du Département « un dépôt de plainte contre Dexia. C'est indispensable ».

Ces chiffres sont farfelus et outranciers » », a répondu Max Vincent, président de la commission Finances. « Le président a négocié directement le taux de 5 % avec le président de Dexia et la charge de la dette est de 27 millions ».

« La dette, on la gère tous les jours » a rappelé hier soir Michel Mercier, qui parle toujours de deux emprunts concernés, « et on va continuer. Annoncer des catastrophes pour demain, c'est travailler contre le Département. Nous allons proposer une convention avec Dexia qui l'oblige à suivre ces emprunts et à signaler toutes les opportunités de les faire baisser. Le Département n'a jamais souscrit à des emprunts « snowball » qui ne font que monter, contrairement à des collectivités où siège M. Philip ». La bataille des chiffres ne fait que commencer au conseil général.

François Guttin-Lombar